

IPPF EUROPE

Bulletin d'Information Régional

Vol 6 No 1 Janvier 1977

Lors de sa sixième réunion à Warmünde en juin, le Conseil Régional a passé la résolution suivante, à savoir que:

“De l’avis que les problèmes de malthusianisme représentent une question très importante tant au sein qu’en dehors de l’IPPF, le Conseil Régional de l’IPPF Europe accueille des discussions approfondies et générales pour ou contre le malthusianisme dans le cadre de l’IPPF. Certainement, des discussions à ce sujet par les comités et dans les publications de l’IPPF apporteraient des informations bien désirées aux associations membres et leur personnel.” *C’est pourquoi ce numéro du Bulletin comprend deux articles sur le malthusianisme dont le but est de stimuler les discussions au sein de la Région et de l’IPPF dans son ensemble. Veuillez adresser toute correspondance à ce sujet à Editor of the Regional Information Bulletin, IPPF Europe Region, 64 Sloane Street, London SW1X 9SJ.*

Le Malthusianisme et l’IPPF

Lors de discussions relatives au malthusianisme – recommandées par le Conseil Régional de l’IPPF Europe en 1976 – il faut d’abord s’assurer du mieux possible si les concepts suivants sont corrects ou non, à savoir:

- I. que le malthusianisme a toujours contribué à l’exploitation économique et culturelle des peuples et à l’heure actuelle de nombreux peuples du soit-disant Tiers Monde, entre autres.
- II. que, tandis que la Constitution actuelle de l’IPPF ne recommande ni n’approuve le malthusianisme et tandis que cette Constitution laisse ouverte en fait la possibilité d’opposer le malthusianisme, l’IPPF dans son ensemble adopte toujours secrètement ou ouvertement une attitude malthusienne, vis-à-vis du Tiers Monde entre autres.

A mon avis, ces deux points sont corrects et j’en ajouterai même un

Dans ce numéro:

- Le Malthusianisme et l’IPPF par Jules de Leeuwe
- Il est impensable de moderniser la théorie démographique de Malthus de nos jours par Nevenka Petrić
- Compte-rendu de *Histoire de la Ligue Malthusienne* par Philip Kestelman
- rapport d’une commission de travail sur le *Planning familial et l’Education sexuelle dans les Pays Socialistes*
- rapport d’un Groupe de travail régional sur les *Aspects éthiques de l’Avortement*
- deuxième partie du supplément sur le matériel informatif et éducatif utilisé par les associations membres
- Index des sujets apparus dans le Bulletin 1972–76

troisième: qu’il est à la fois possible et souhaitable que l’IPPF dans son ensemble adopte une position anti-malthusienne (III).

Il n’est bien entendu pas question de faire ici une analyse complète de tous les points.

Malthus et ses disciples

Le “Malthusianisme” est le terme accordé à la théorie et à la pratique afférente basées sur la proposition de Thomas R. Malthus (1766–1834) à savoir: puisque la croissance démographique naturelle dépassera toujours proportionnellement la hausse des moyens de subsistance (l’alimentation surtout), cette croissance devrait être maîtrisée afin de combattre et d’empêcher la pauvreté de masse, la faim et la sous-alimentation. Dans ses publications à ce sujet en 1798 et 1826¹ Malthus prétendait que la croissance démographique proportionnellement rapide était la cause décisive de la pauvreté et de la faim (ce qui contribuait alors aux troubles civils et aux guerres) et du chômage massif aussi.

Il s’opposa catégoriquement à William Godwin (1756–1836) qui soutenait en 1793² que la pauvreté apparaissait dans le monde du fait que les marchandises n’étaient pas toujours à la disposition de ceux en ayant le plus grand besoin.

Les malthusiens modernes (néo-malthusiens) ont découvert il est vrai que l’argument de principe de Malthus mentionné ci-dessus n’est pas forcément valide de façon générale mais ils soutiennent encore le principe fondamental de Malthus à l’égard du fait suivant: la hausse des nombres démographiques est le facteur principal de phénomènes tels que faim, chômage, déclin du niveau de vie des masses et retard dans le Tiers Monde. Les néo-malthusiens les plus modernes que j’appellerai néo-néo-malthusiens, appuient sur des “facteurs autres que les nombres démographiques” lors de discussions générales et nient être malthusiens mais ils se consacrent en fait à faire de la propagande pour le contrôle démographique et à appliquer celui-ci.

Un exemple de néo-néo-malthusien est représenté par John D. Rockefeller III, ce dont témoigne une déclaration qu’il fit à la Tribune de Population à Bucarest, le 26 août 1974, à l’occasion de la Conférence Mondiale de Population. *Planet*,³ quotidien publié par l’IPPF pendant la Conférence, publia l’article suivant le 27 août: “Le philanthrope millionnaire a réaffirmé sa croyance – exprimée pour la première fois il y a 40 ans dans une lettre à son père – selon laquelle le problème démographique était ‘fondamental et sous-jacent’. Mais il déplaça l’accent de façon importante en concédant que le ‘seul recours possible’ actuellement était, à son avis, le besoin de ‘placer la politique démographique solidement dans le contexte du développement économique et social général’ . . . La réponse immédiate à ce discours de M. Rockefeller provint surtout de ses critiques. L’un suggéra que le ‘développement économique est considéré comme un nouveau type de contraceptif’ et un autre demanda si M. Rockefeller avait des propositions spécifiques à présenter. Il répliqua candidement par la négative en disant qu’il ne demandait qu’une ré-évaluation . . .”

Quelques décennies après la publication de la sixième édition, bien amplifiée, de l'*Essai sur le Principe de Population*¹ par Malthus, Karl Marx affirma que les points de vue de Malthus — quelles qu'aient été les opinions de l'auteur — servaient à "expliquer" objectivement la misère causée par le capitalisme tant dans le pays que dans les colonies, à cause d'un "nombre de bouches trop grand" plutôt qu'à cause d'un mode de production par lequel d'une part la production de marchandises, techniquement possible, est encore et toujours obstruée par les classes gouvernantes capitalistes et foncières tandis que d'autre part les marchandises qui sont néanmoins produites sont manipulées par la même minorité, appuyée par la police, les tribunaux, l'armée, etc... dans le but de créer des bénéfices pour leurs propres couches supérieures minoritaires. A mon avis, ce doit être là la perspective représentant l'un des points principaux des discussions de l'IPPF. (pour une exposition nette du sujet, voir "Marx et Engels au sujet de Malthus", éd. R. L. Meek⁴).

Prétendue confession d'un voleur intelligent

Si la Thèse I est correcte, on comprend que les capitalistes et les propriétaires fonciers soient toujours des malthusiens, secrètement ou ouvertement et supportent de leur mieux des organisations internationales qui encouragent le malthusianisme. Ces aspects ont souvent été discutés au sein de la Région d'Europe de l'IPPF (voir articles par P. Pradervand⁵,⁶ et N. Rea⁷ et le rapport NVSH⁸).

Par les mêmes termes, l'existence de néo-néo-malthusiens est bien nette. Ces derniers "confessent" qu'il ne suffit pas de compter les têtes puisque le principe fondamental de Malthus est renversé en pratique, avec une régularité d'horloge.

Les anti-malthusiens ne contestent pas et n'ont jamais contesté que cette politique démographique en tant que telle et aussi parfois, une politique destinée à réfréner le taux de croissance démographique, peuvent être utiles ou que le planning familial peut alléger la situation des familles particulières. Mais ils font aussi remarquer un fait sobre que les malthusiens peuvent seulement farder et déformer mais pas réfuter — à savoir que ni les nombres démographiques ni un taux rapide de croissance démographique ne déterminent la pauvreté, la famine et le chômage dans un pays donné mais que le facteur décisif est le mode de production et la distribution et l'usage des marchandises.

Tant que, dans un pays quelconque (qu'il soit "riche" ou "pauvre", industrialisé ou non), les moyens de

production sont manipulés par et au profit d'une couche supérieure, la condition du peuple reste pauvre et toute prospérité et bien-être acquis sont mis en danger. D'autre part, si la force ouvrière d'un pays réussit à abolir le pouvoir des couches supérieures nationales et/ou étrangères, lesquelles contrôlent les moyens de production et la production elle-même, on démontre quelques années plus tard que ce pays a aboli la famine, les crises économiques cycliques, le chômage systématique de masse et l'analphabétisme et de nombreuses maladies endémiques (dans les pays où l'analphabétisme est répandu et les soins médicaux pauvres).

Le "Nouvel Ordre Economique International"

Lors des discussions au sein de l'IPPF, il faut considérer aussi les propositions récentes concernant un "nouvel ordre économique international". Il n'y a aucune raison de se réjouir avec les économistes Jan Tinbergen et Jan Pronk (ministre hollandais de la Coopération pour le Développement), qui se trouvent parmi ses principaux porte-paroles. Il y a tout un monde de différences entre un nouvel ordre économique international proposé dans l'intérêt des populations du Tiers-Monde et d'ailleurs, d'une part, et présenté au nom d'entreprises capitalistes multinationales en termes du rapport sur le "Remodelage de l'Ordre International"⁹ d'autre part.

Pourquoi faire intervenir l'IPPF?

Relativement aux faits publiés par Pradervand en matière des finances de l'IPPF⁵ (à l'heure actuelle 45% environ des revenus de l'IPPF proviennent des pays capitalistes d'Europe), je vais discuter maintenant les Thèses II et III.

La première partie de la Thèse II (selon laquelle la Constitution de l'IPPF n'approuve absolument pas le malthusianisme mais laisse place à toute opposition) semble ne plus être un sujet de discussion au sein de l'IPPF. (Voir sections 3, 4 et 5 du rapport NVSH⁸).

Mais les discussions se poursuivent — dans la Région de l'Europe aussi — sur la question de savoir si l'IPPF dans son ensemble devrait adopter une attitude anti-malthusienne. D'après certains membres du Conseil Régional de l'IPPF Europe, il n'est même plus besoin de parler du malthusianisme au sein de l'IPPF.¹⁰

A mon avis et conformément à sa Constitution, l'IPPF doit s'intéresser au planning familial où que ce soit, s'il est possible d'aider les gens des familles individuelles à avoir le nombre d'enfants qu'ils désirent. Ce souci fondamental est capable d'unir des organisations de pays riches et pauvres, socialistes, capitalistes ou à régime féodal, par l'échange d'opinions et d'enseignement mutuel.

Toutefois, ce genre de planning familial (au profit de l'individu) s'avérerait insuffisant ou même sans succès si l'IPPF s'y arrêta. Elle ne ferait alors qu'appuyer dans de nombreux pays, les positions dirigeantes entraînant la misère, dont certains symptômes uniquement peuvent être combattus par le planning familial.

On découvre malheureusement que les mots "droits de l'homme" restent vides si les gens tolèrent une violation constante de ces mêmes droits, sans protester. Si les populations désirent promouvoir les droits de l'homme par l'intermédiaire du planning familial mais refusent obstinément d'analyser et de dénoncer les moyens qui perpétuent et aggravent la faim et la pauvreté dans certains pays du Tiers-Monde et ailleurs, de l'intérieur tant que de l'extérieur à cause des couches supérieures dirigeantes, ces populations agissent alors, au mieux comme des autriches apeurées et, au pire, comme de misérables fourbes.

Pour le moment, une position anti-malthusienne au sein de l'IPPF devrait avoir au moins la même portée que la position malthusienne, notamment dans les publications, les comités et les conseils exécutifs au niveau central. Les associations membres nationales et les Régions ont le droit de rester à l'écart de la question malthusienne dans la mesure où cela ne les entraîne pas à violer directement la Constitution centrale de l'IPPF. Il faut toutefois signaler que cette Constitution considère explicitement les intérêts des populations (p. ex. "bien-être communautaire et bonne volonté internationale").

Jules de Leeuwe
La Haye

Références

1. Malthus, T. R.: *An Essay on the Principle of Population* 1798 and 1826.
2. Godwin, W.: *The Enquiry Concerning the Principles of Political Justice* 1793.
3. *Planet* (27 August 1974) Bucharest.
4. Meek R.L.ed (1953): *Marx and Engels on Malthus*.
5. Pradervand, P. (1972): *Population and the Third World*. Mimeo.
6. Pradervand, P.: *Realistic Approaches to the Acceptance of Family Planning in Africa*. Mimeo.
7. Rea, R. (1974): *What is Population Education? and what is its relevance to planned parenthood?* Mimeo.
8. NVSH (1971): *The Aims of the IPPF*. A memorandum to the IPPF Europe and Near East Regional Council. Mimeo.
9. Tinbergen, J. (1976): *Reshaping the International Order (RIO Report)*.
10. IPPF Europe Region (1976): *Minutes of the 5th Regional Council Meeting*.

Il est Impensable de Moderniser la Théorie Démographique de Malthus de nos Jours

Peu d'auteurs ont été jugés en termes aussi contradictoires que T.R. Malthus, prêtre et économiste anglais (1766-1834)¹. Tandis que certains (Franz Oppenheimer p. ex.) le considèrent comme l'auteur de pamphlets du pire genre qui, sans le moindre mérite, a été porté au rang des plus grands penseurs du monde, d'autres (tel que John Maynard Keynes) le jugent comme l'un des personnages les plus marquants de notre civilisation. Bien que l'on décrit bien souvent à tort la pensée sociale et économique comme traitant exclusivement de la population, on peut dire en toute sincérité qu'il consacra la plupart de son énergie à l'étude des problèmes de population, du niveau de vie et l'élaboration d'une politique qui traduirait en pratique son principe de population; c'est pour son *Essai sur la Population* qu'il est maintenant célèbre dans le monde entier.

Dans son introduction à l'*Essai sur la Population* de Malthus, W.T. Layton² déclare remarquable le fait que certains écrivains, dont Malthus, sont longuement discutés par des personnes n'ayant même jamais lu leurs ouvrages. Il serait tout à fait correct de dire que, dans le cas de Malthus, cela est vrai même de nos jours, alors que le développement contemporain a soulevé certaines questions relatives à la croissance démographique et la pénurie alimentaire de telle sorte que de nombreuses personnes mentionnent la théorie démographique de Malthus, sans entrer dans le cœur du problème et sans s'apercevoir de sa vraie place dans l'histoire de la pensée économique.

On essaie même aujourd'hui de moderniser la théorie démographique de Malthus. Qu'elles que soient les forces derrière ces efforts, elles ne peuvent en aucun cas confirmer les "principes" démographiques de Malthus et les raccorder au développement socio-économique contemporain.

Dans la préface de la Seconde Edition de son *Essai*, Malthus lui-même déclare l'avoir écrit après la publication des oeuvres de Hume, Wallace, Smith et Price³ et avoir déduit de leurs ouvrages le principe qui forme l'argument majeur de son oeuvre. Il continue d'ailleurs en disant avoir découvert sur une base de recherche que bien plus de choses avait été accomplies dans le passé qu'il n'en était conscient lors de la première parution de son *Essai*. L'augmentation des ressources d'une part et la pauvreté

résultant d'une croissance démographique trop rapide d'autre part ont été reconnues distinctement bien longtemps avant, note-t-il et les remèdes les plus violents ont déjà été proposés du temps de Platon et Aristote. La question a aussi été traitée par quelques économistes français, Montesquieu entre autres, et certains anglais, soit Franklin, James Stewart, Arthur Young et Townsend: il est donc surprenant d'après lui que le sujet n'a pas attiré plus d'attention auparavant.

La première édition de son oeuvre, intitulée *Essai sur le Principe de Population tel qu'il affecte l'Amélioration future de la Société, avec des remarques sur les Spéculations de M. Godwin, M. Condorcet et autres auteurs*, publiée anonymement à Londres en 1798, n'était guère qu'un pamphlet du genre typique des polémiques politiques de l'époque. La publication de ce pamphlet a eu un effet marqué sur le train de pensée général qui s'ensuivit tout en apportant beaucoup d'abus et de critiques violentes à l'auteur lui-même. C'est pourquoi, cinq ans plus tard, Malthus a publié une étude presque entièrement neuve, en omettant la discussion philosophique sur les ennuis des gens et en présentant la notion de "contrainte morale" comme moyen de réfréner efficacement la croissance de la population pauvre, ce qui représentait la modification la plus importante par rapport à son premier essai.

Pour tenter de rechercher des moyens d'améliorer la société, Malthus se donne la tâche d'étudier, dans son essai, les causes ayant gêné jusqu'alors le progrès de l'humanité vers le bonheur, et d'examiner la probabilité de l'enlèvement total ou partiel de ces causes à l'avenir. D'après Malthus, essayer de faire une analyse totale de toutes les causes qui influencent l'amélioration de l'homme est bien au-delà des moyens d'un seul individu. Le but principal de cet essai est d'examiner les effets d'une cause importante intimement liée à la nature même de l'homme et qui a reçu peu d'attention de la part des écrivains ayant poursuivi le sujet, quand bien même elle a été en vigueur de façon constante et puissante depuis le commencement de la société... "La cause à laquelle je fais allusion est la tendance constante que possède toute vie animée de croître au-delà de la nourriture dont elle dispose".⁴ En résumant ses réflexions dans la première partie du premier livre de son *Essai*, il souligne la substance de sa théorie en déclarant: "En prenant la terre entière au lieu de cette île, l'émigration serait exclue évidemment et, en supposant que la population actuelle est égale à un milliard, l'espèce humaine

va s'accroître selon les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256—et la subsistance selon les nombres, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9. Il y aurait en deux siècles le même rapport entre population et moyens de subsistance qu'entre 256 et 9; en trois siècles le rapport serait de 4096 à 13 et en deux milles ans, la différence serait pratiquement incalculable."

"Cette supposition ne place absolument aucune limite sur le produit de la terre. Il peut augmenter sans cesse et dépasser toute quantité indéterminable et pourtant la puissance de la population étant tellement supérieure à toute époque, on ne peut maintenir la croissance de l'espèce humaine au niveau des moyens de subsistance qu'en faisant fonctionner constamment la forte loi de nécessité comme frein de la puissance plus importante".⁵

L'apparition de la première édition (anonyme) de l'*Essai* a été expliquée pour la première fois par Godwin dans les pages de *Justice Politique* et *L'Interrogateur*. Sous l'influence des écrivains français de l'ère révolutionnaire et croyant fermement au pouvoir de la raison humaine pour porter l'humanité à un état de perfection, Godwin maintient, à l'instar de son successeur plus célèbre Robert Owen, que les maux de la société sont dus à l'homme et que tous les ennuis résultent de l'existence de la propriété privée. La théorie démographique de Malthus présente une réaction envers les généralisations théoriques faites sous l'influence de changements révolutionnaires sociaux nouveaux et de découvertes scientifiques qui, en abandonnant les vieilles croyances religieuses et philosophiques, ont développé l'idée que les institutions humaines doivent être l'objet d'un ordre naturel (Condorcet, Godwin) et que "l'ordre naturel" doit être arrangé de telle sorte que tous les hommes, bons de nature, doivent vivre dans une communauté dont l'évolution dépend du progrès de la science.⁶ Au lieu d'avoir une société où tous sont égaux et en progrès continu, Malthus envisage l'inévitabilité d'une société à classes, où les pauvres sont condamnés à vivre au niveau de la survie. A l'encontre des auteurs demandant un changement de l'ordre social et regardant la croissance démographique avec plus d'optimisme, Malthus considère naturel l'ordre social de son époque. En désaccord avec ses adversaires et rejetant tout particulièrement les idées de Godwin, Malthus est certain que son hypothèse est bonne, à savoir que le pouvoir de multiplication de la population est supérieur au pouvoir que possède la terre de produire les moyens de subsistance de l'homme. On peut dire

que la publication de la seconde édition de l'*Essai*, en 1803, marque le début de l'histoire⁷ d'un des livres les plus lus depuis le développement de la pensée économique. Elle signifie en même temps le début du Malthusianisme.

Malthus traite le principe de population comme une loi naturelle et non pas comme une loi sociale car il émane du désir que possèdent tous les êtres vivants de se multiplier sans limite. En appliquant cette loi naturelle à la société, il découvre que, dans toute l'histoire de l'humanité, la population ne pouvait se développer au même rythme avec les moyens de survie nécessaires, à l'exception des provinces nordiques de la Nouvelle-Angleterre (maintenant les Etats-Unis d'Amérique) où la population a doublé en moins de 25 ans pendant deux siècles entier de sorte "... que la rapidité d'augmentation était presque sans égale dans l'histoire".⁸ En se basant tout d'abord sur cet exemple, Malthus développe une théorie selon laquelle la population (à moins d'être réfrénée) augmente suivant un rapport géométrique, soit par multiplication, et les moyens de subsistance à un rythme bien plus lent, au mieux selon un rapport arithmétique, soit par addition. La théorie démographique de Malthus donne naissance au développement du malthusianisme — un concept non scientifique de développement démographique.

La théorie démographique de Malthus a été totalement contredite par des évidences empiriques de développement socio-économique⁹ après 1825, une fois que l'on a disposé de plus de données sur les tendances démographiques contemporaines.

Les ouvrages de Malthus ont stimulé l'intérêt envers les questions de population¹⁰ et ils sont considérés comme la pierre de lance d'une théorie démographique moderne. D'un contenu controversable, elle constitue toujours dans certains endroits l'armature de l'approche à la politique de population.

Suite à la controverse considérable que créa sa théorie démographique parmi les contemporains de Malthus, ses disciples autant que ses adversaires s'aperçurent du besoin de mieux comprendre les tendances démographiques et leurs relations avec les conditions économiques et sociales.

Critiques de la Théorie de Population de Malthus — Les différences d'opinion qui apparurent entre Malthus et ses contemporains ainsi que ses critiques postérieures ne concernaient pas en premier lieu son concept du "principe de population" mais plutôt ses vues rigides sur la société.

Ecole économique classique —

L'affirmation de Malthus selon laquelle la croissance démographique dépasse la hausse des moyens de subsistance a été incorporée dans la théorie des valeurs de l'école classique de croissance économique. Par exemple, Adam Smith¹² demanda la régulation de la reproduction de l'homme et David Ricardo suggéra un type quelconque de contrôle démographique volontaire.

Ecrivains non socialistes — Beaucoup d'écrivains qui n'étaient pas non plus d'accord entre eux à bien des égards, n'ont pas accepté les arguments de Malthus. On peut diviser en trois groupes¹³ les critiques de la théorie de Malthus faisant partie des écrivains non socialistes: le premier groupe préconise le contrôle des naissances (Hazlitt, Hamilton, Moreton), le deuxième tente de démontrer que des contrôles préventifs sont le résultat du progrès social et économique (Rickards, Alison). Expert sur tout le débat scientifique attaché à la théorie de population de Malthus que l'on peut inclure dans ce groupe, Kenneth Smith note que même pendant la vie de Malthus, ses adversaires critiquaient sérieusement sa théorie. Dans son étude détaillée "*La Controverse malthusienne*", il dit entre autres: "on accepte de façon générale que Malthus n'a pas présenté de points de vue originaux et notre premier livre a montré la manière complète dont d'autres auteurs avaient présenté ses points principaux, avant lui. Wallace et Townsend, ce dernier contemporain, ont presque tout dit à eux deux. Mais l'*Essai* de Malthus a été le livre du moment il attira l'attention et l'étoile de Godwin a commencé à pâlir, celle de Malthus à monter aux cieux. La propriété était menacée de l'autre côté de la Manche et Malthus se faisait l'apôtre de la propriété privée... Malthus prêchait que l'ordre ancien était sain, que ses lois, sinon des lois naturelles, étaient du moins les plus naturelles des lois positives et que s'en éloigner représentait le chemin le plus sûr vers un désastre. Son époque en fit un prophète"...

Finalement, Kenneth Smith déclare de Malthus: "Il utilise ses illustrations pour montrer l'existence de contrôles mais étant donné que sa classification des contrôles est à la fois non scientifique et défectueuse, la méthode ne s'avère ni utile ni instructive"... "Il découvre des contrôles partout dans le monde mais il est incapable d'en évaluer l'incidence ou même, dans de nombreux cas, de les relier avec des nombres."¹⁴

Le troisième groupe d'écrivains qui rejettent l'enseignement de Malthus insistent sur le fait que la réduction de la fécondité naturelle doit être reliée au

développement économique et à des changements du milieu.

Les Ecrivains socialistes — Ils ont concentré leur attention sur la différenciation sociale pendant laquelle la classe ouvrière devient de plus en plus pauvre. Ils ont tiré leurs exemples du passé, p. ex. *Utopie* de Thomas More qui décrit un état ayant une organisation sociale idéale basée sur la raison et des considérations morales, ou des socialistes anglais et français. Tous les écrivains socialistes attribuent la misère humaine aux défauts de l'ordre social capitaliste et ils maintiennent que l'on pourrait développer plus fortement les forces productives et augmenter les emplois par une réforme sociale, ce qui empêcherait en même temps la surpopulation. Bien que les écrivains socialistes rejettent la théorie démographique de Malthus à l'unanimité, leurs idées diffèrent beaucoup en matière de population.¹⁵ A l'avant-garde en Angleterre se trouvent Ricardo, qui indique certaines formes de contrôle démographique volontaire, et Robert Owen, célèbre réformateur social qui est surtout alerte au rôle de la classe ouvrière. Les socialistes français ont des idées plus définies sur les questions démographiques. Saint-Simon n'est pas d'accord avec la proposition de contrainte modèle de Malthus car elle est, à son avis, incompatible avec le bonheur de la classe ouvrière. Fourier est en faveur du contrôle volontaire des naissances et Proudhon préfère un équilibre entre population et production. En Allemagne, Rodbertus et Lasalle croient que la croissance démographique dépend exclusivement du degré d'intensité avec lequel les ouvriers sont exploités. En Italie, Achilla Loria considère l'ampleur de la population par rapport au capital plutôt qu'aux moyens de subsistance. Il croit que la croissance démographique est la cause de la révolution économique et de la succession historique de systèmes sociaux. En Russie Malinovsky et un groupe de démocrates révolutionnaires entraînés par Chernischevsky expriment les premiers leur désaccord avec Malthus tandis que Milytin, socialiste utopien, rejette la méthode malthusienne et suggère que la science s'efforce à la place de soulager la souffrance humaine et d'améliorer le bien-être physique des gens.¹⁶

K. Marx et F. Engels ne formulent pas de théorie démographique proprement dite mais ils établissent un ensemble de principes fondamentaux qui, à leur avis, dirigent la population et ses corrélatifs économiques et sociaux. Sous forme de thèses, présentation d'opinions, polémique ou au moyen d'illustrations individuelles, dans le cadre de leur aperçu complet sur le monde et la vie et

de leur perception matérialiste-dialectique de la société et de la nature, et des relations entre l'homme et la nature, Marx et Engels décrivent les relations entre la reproduction de l'homme et la reproduction des biens matériels, soulignant surtout l'interdépendance entre croissance démographique et production. Ils élaborent des questions démographiques d'un point de vue économique en premier lieu, en indiquant l'effet de la reproduction des biens sur la reproduction de la population et vice versa.¹⁷ "Les contradictions entre l'augmentation naturelle du travail qui ne satisfait pas le besoin d'accumulation de capital tout en dépassant ce besoin est une contradiction du mouvement du capital lui-même. Le capital a besoin de plus de travailleurs jeunes et moins de travailleurs âgés."¹⁸ La soit-disant surpopulation conditionnée par l'accumulation du capital dans la société capitaliste est jugée relative par Marx et Engels, d'après lesquels aussi, en termes absolus (ressources naturelles, possibilités techniques, etc.), notre planète est sous-peuplée. Ils croient que le problème de surpopulation absolue ne se présentera pas avant de nombreuses années et, à cet égard, ils soulignent d'ailleurs, qu'étant donné l'absence du système capitaliste et un niveau plus élevé de prise de conscience et de culture des peuples, la société socialiste serait capable à elle seule d'organiser une restriction consciente de population.

A la lumière de la signification de la production pour la vie de la société et la découverte de la valeur de surplus, cette catégorie-clé pour l'exploitation des travailleurs à gages par les capitalistes, dans un système capitaliste de relations concentrées sur la production, Marx et Engels, et plus tard Lénine, démasquent la théorie de population non scientifique de Malthus. D'après Marx, il n'existe aucune loi naturelle et universelle de population qui est déterminée par les conditions économiques et sociales en vigueur dans les différentes sociétés. A l'encontre des principes "abstraits" de Malthus, Marx insiste sur le fait suivant "... en fait chaque mode de production historique spécial possède ses propres lois démographiques spéciales qui sont valides dans les limites de ce dernier seulement, du point de vue historique."¹⁹ Bien des écrivains marxistes et bourgeois ont fréquemment relié bien à tort les opinions démographiques de Marx avec sa critique du principe de population de Malthus, en premier lieu, et, sur cette base, ont trouvé raison de s'y opposer ou de le désigner comme un aperçu des problèmes de la population humaine.²¹

Marx est le plus notable de tous les critiques du principe de population de Malthus. Marx dit que la production correspond toujours à un certain niveau de développement social et la substance de la loi particulière au mode de production capitaliste est que la population ouvrière, tout en produisant l'accumulation capitaliste, produit de plus en plus les moyens qui la rendent aussi relativement superflue. Marx parle de la population comme si c'était une catégorie théorique. "Une loi de population abstraite existe seulement pour les plantes et les animaux et dans la mesure uniquement où l'homme n'y a pas touché."²² La science de la population est apparue plus récemment, après Marx. Néanmoins, des démographes bourgeois contemporains ont reconnu bravement les mérites de l'interprétation scientifique donnée par Marx aux effets socio-économiques sur la population.²³

Engels apporte une contribution supplémentaire à la manière dont Marx approche la théorie démographique. Il présente d'abord sa critique du principe de population de Malthus et de la théorie des rendements diminués de l'agriculture préconisé par Malthus et Ricardo, en ignorant les progrès techniques, la base de loyer, etc. Engels indique toutefois que la théorie de Malthus a permis de surmonter le pessimisme économique et a permis à l'humanité de se débarrasser à jamais de la surpopulation. Cette théorie est une source d'arguments importants en faveur d'une transformation sociale car, même si Malthus est correct en ce qui concerne l'attitude reproductrice des travailleurs, la réorganisation sociale est nécessaire puisque seuls cette réorganisation et l'éveil des masses rendront possible "cette contrainte morale sur l'instinct de reproduction que Malthus lui-même décrit comme la contre-mesure la plus facile et la plus efficace relativement à la surpopulation."²⁴

Marx et Engels se rendent compte tous deux de la reproduction spontanée de la population ouvrière qui résulte de l'extrême exploitation dans le contexte socialiste car la demande en jeunes ouvriers est toujours plus importante sur le marché du travail. Selon Engels, la seule solution repose tout d'abord dans une réorganisation socio-économique, la façon d'élever et l'éducation ayant des influences immédiates sur la reproduction de la population. La déclaration de Engels sur la croissance démographique, faite dans une lettre à Kautsky le 1er février 1881 est bien connue. Il admet l'existence d'une "possibilité abstraite de surpopulation", demandant que l'on pose certaines limites à la croissance démographique.

Toutefois, si la société communiste se trouve obligée, à un moment quelconque, de régulariser la production des êtres humains elle serait capable de ce faire sans difficulté et de telle sorte que la production des biens serait régularisée en même temps. D'après lui il ne serait pas particulièrement difficile d'achever à dessein ce qui avait déjà été réalisé spontanément en France et en Basse Autriche. Dans une société communiste en tout cas, les hommes décideraient eux-mêmes des mesures à prendre dans ce sens, et de quelle manière. Ce n'est pas à lui de faire des suggestions ou de donner des conseils à ce sujet, déclare Engels.²⁵

Friedrich Engels apporte une contribution importante à l'analyse de la position de la famille dans le contexte de la lutte pour une réorganisation de la société. D'après lui, étant donné que les moyens de production deviennent propriété collective, la famille particulière cesse d'être l'unité économique de la société. Le ménage privé est transformé en industrie sociale. Soigner et élever les enfants devient une tâche publique et la société s'occupe aussi bien des enfants légitimes qu'illégitimes. Ainsi disparaît le souci relatif à des conséquences qui représentaient, de son temps, l'élément social, moral et économique le plus important.²⁶

Les écrivains socialistes post-marxistes appartenant au courant "révisionniste" adoptent la proposition néo-malthusienne selon laquelle le contrôle des naissances tend à améliorer les conditions de vie des travailleurs, tandis que le courant "révolutionnaire" adhère aux concepts fondamentaux de Marx et Engels concernant le besoin d'un changement social. Le principe de population de Malthus et ses disciples est exposé aussi à des critiques sans merci de la part de nombreux théoriciens orientés vers le socialisme, et dont l'objectif est de prouver que les théories de Malthus sont arbitraires et sans fondement scientifique: ils croient aussi que leur but principal est de détourner l'attention de la distribution inégale des biens et des revenus, et de ses causes réelles, et d'absoudre l'ordre économique et social capitaliste et ses contradictions de la responsabilité pour la position misérable des couches sous-privilegiées de la population. Lors de leur lutte contre les malthusiens, Karl Kautsky et, plus tard son fils Dr. Karl Kautsky,²⁷ apportent une contribution importante grâce à leur étude du taux de natalité dans une société socialiste. Otto Bauer dénonce aussi catégoriquement le malthusianisme. L'analyse des questions démographiques de Bebel²⁸ était reliée principalement à la condition des femmes

sous des conditions capitalistes et dans une société socialiste. Il croyait possible que la production alimentaire augmente beaucoup et que des changements de l'attitude reproductrice apparaissent en résultat de conditions économiques améliorées.

Avec l'évolution plus poussée de la pensée marxiste, exprimée le plus complètement dans les oeuvres de V.I. Lénine, lequel réévalua certaines des positions de Marx et Engels, l'étape suivante du capitalisme a été expliquée et la base de la lutte pour le socialisme a été élaborée. Délibérant sur la substance économique du mouvement "Narodnik" (populistes), Lénine rejette catégoriquement les théories démographiques abstraites qui n'ont aucune relation avec les "formes d'ordre social différentes du point de vue historique."²⁹ Il revendique que la surpopulation de la Russie agricole ne résulte pas d'une disparité entre la reproduction humaine et les moyens de subsistance mais de la pénétration du capitalisme dans l'agriculture. Dans ses polémiques avec Bulgakov, il critique sévèrement ce dernier pour tenter de ressusciter le malthusianisme.³⁰

D'après Lénine, le malthusianisme est une théorie réactionnaire d'un économiste anglais bourgeois, Malthus, lequel prétend que l'on peut abolir la misère sociale seulement par une réduction artificielle de la croissance démographique, soit en imposant des contraintes sur le mariage et la grossesse.³¹ Lénine rejette le néo-malthusianisme en 1913 comme une philosophie pessimiste de petit bourgeois qui va à l'encontre des intentions du mouvement ouvrier révolutionnaire et appuie "l'abolition inconditionnelle de toutes les lois interdisant l'avortement ou la dissémination des moyens médicaux relatifs à des mesures préventives". Ces lois représentent un acte d'hypocrisie de la part de la classe dirigeante puisqu'elle ne peuvent être mises en vigueur, à son avis. Parlant de la "théorie sociale" du néo-malthusianisme, Lénine déclare que les ouvriers conscients lutteront toujours inlassablement contre tous les efforts entrepris pour infiltrer cette théorie réactionnaire et de base dans la classe la plus progressive de l'époque, à savoir la plus forte et la mieux préparée en vue de changements majeurs.³² Les idées de Lénine en matière du droit de l'homme par rapport au contrôle des naissances a exercé une influence considérable sur les écrivains socialistes et sur la politique sanitaire de l'URSS.³³

Les écrivains socialistes chinois ont rejeté la théorie démographique de Hung Lian Chi (1744-1809)²⁴, prédécesseur chinois de Malthus et connu familièrement comme le Malthus

chinois, et dont la théorie a été publiée simultanément au Principe de Population de Malthus, en 1798.

Quelques conclusions

Contrairement à la "loi" fabriquée de Malthus, les biens de consommation se sont accrûs à un rythme plus rapide que la population, dans certains pays avancés du point de vue économique. "Il existe même dans certains de ces pays (ou régions) des signes de dépopulation par rapport aux soit-disant explosions démographiques dans les pays en voie de développement, à cause de mesures préventives destinées à réduire le taux de mortalité de la population, des enfants surtout,³⁵ dans des conditions où existe un niveau très bas de développement des forces productrices, à cause d'une domination exercée depuis des siècles par les états capitalistes.

Aucun des écrivains marxistes n'attribue la cause de la pauvreté des colonies à la croissance démographique. D'après eux, la pauvreté résulte de la position coloniale, cause aussi du sous-développement. "La raison principale de la pauvreté extrême ne provient ni d'aucune cause naturelle ni d'une "surpopulation" non existante" mais des conditions sociales et économiques qui existent sous le régime impérialiste".³⁶

En expliquant la portée des croyances de Adam Smith relatives à la croissance démographique, dans le contexte du développement économique, Joseph J. Spengler déclare que les théories de Malthus ne sont pas originales³⁷, ce que Malthus admet d'ailleurs lui-même.³ Bien qu'il exprime un certain souci des pauvres et propose certaines mesures pour améliorer leurs conditions de vie³⁸, cela ne change en rien la substance de ses idées. Même C. Stangeland, tout en reconnaissant que l'ouvrage de Malthus est sorti à un moment opportun et qu'il indiquait plus complètement certains facteurs afférents à la croissance démographique, en dénie l'originalité.³⁹

L'évaluation que fait Marx du principe de population de Malthus (et il est mentionné dans les trois volumes du *Capital*, 62 fois) est certainement très appropriée. Malgré le ton parfois polémique qu'il emploie, Marx insiste sur le côté négatif des théories de Malthus. Il faut remarquer, déclare-t-il aussi, qu'en expliquant les catégories économiques les plus importantes, Malthus a fait un pas en arrière par rapport au niveau de science économique atteint à son époque.⁴⁰

On a essayé plus récemment aussi⁴¹ d'infiltrer des concepts néo-malthusiens dans des discussions relatives aux problèmes de

développement des pays sous-développés car il existe dans ces pays, une disparité marquée entre les moyens de subsistance disponibles et l'ampleur de la population dont la tendance est toujours vers une croissance accélérée.

Le monde de notre époque et de la dernière décennie surtout s'inquiète de plus en plus de savoir si notre planète approche de la limite démographique et de connaître les mesures que l'ONU envisage de prendre à cet égard. Certains écrivains, théoréticiens, économistes et démographes mentionnent encore aujourd'hui le principe de population de Malthus en parlant de population. Le fait est que les "solutions" de Malthus n'étaient même pas suffisantes pour les niveaux de pensée économique bourgeoise de son époque. Quelle est donc la bonne explication?

Incités par une croissance démographique rapide qui prend des proportions alarmantes dans certains pays, des représentants respectifs de pays membres de l'ONU se sont réunis trois fois déjà au niveau de Conférences Mondiales de Population de l'ONU. A la dernière qui eut lieu à Bucarest en 1974, des points de vue radicalement nouveaux ont été présentés, à savoir que les problèmes brûlants de l'humanité ne peuvent plus être résolus dans des cadres économiques et politiques démodés. Le "remède" consistant à enforcer une politique anti-nataliste dans différentes parties du monde dans des situations de crises internationales a été décrit comme un effort pour éviter les solutions réelles que l'on peut trouver, tout d'abord, en réduisant la marge entre les parties développées et sous-développées du monde. "... Les propositions des pays non alignés, formulées à Alger et adoptées lors de la Sixième Session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sont, étant donné une révision radicale des conditions économiques dominantes dans le monde, des conditions nécessaires à la résolution des problèmes globaux du monde, y compris le problème démographique"⁴² car la population n'est pas (comme on nous le fait croire fréquemment) la cause principale et unique de la pauvreté et du faible niveau de développement des pays particuliers, bien qu'il ne faille pas négliger cet aspect du développement puisqu'il a un effet restrictif sur le développement économique accéléré, en plus d'autres causes.

La politique des Nations unies vise à une meilleure qualité de vie pour tous, ce que l'on ne peut atteindre que grâce à une révision des relations dominantes dans le monde. "La taille familiale optimale et le contrôle des naissances ne peuvent plus résoudre les problèmes du

monde contemporain, lesquels sont bien plus complexes que cela. Le fossé qui sépare le monde développé des pays en voie de développement devient l'une des causes principales des conflits mondiaux. Le seul encadrement possible pour régler les problèmes démographiques qui ne peuvent de toute façon être traités que dans le cadre du développement socio-économique, tant au plan national qu'international, est représenté par un nouvel ordre économique international, basé sur une égalité souveraine, des intérêts communs et une coopération entre toutes les nations, quels que soient leurs ordres économiques et sociaux. "La politique démographique peut connaître un certain succès si elle est part intégrante du développement socio-économique; sa contribution à la résolution des problèmes de développement du monde n'est donc que partielle, de même que celle des autres stratégies sectorielles. C'est pourquoi on doit considérer le *Plan d'Action* comme un composant important du système de communauté internationale destiné à améliorer le développement économique, la qualité de la vie, les droits de l'homme et les libertés fondamentales."⁴⁴

Nevenka Petrić
Belgrade

Références

1. *Encyclopedia Britannica* (Quatorzième édition) Vol. 14, pages 744, 755
2. Malthus, T.R. (1928) : *On the Principle of Population*. Introduction de W.T. Layton, Page viii. Everyman Library, Londres.
3. Malthus, T.R. (1803) : *An Essay on Population*. (Seconde édition) Préface de l'auteur, page 1. Londres.
4. Malthus, T.R. (1928) *op. cit.* Vol. I, Livre I, page 5.
5. *Ibid.* pages 10, 11.
6. Aleksandrova et coll. éd. (1949) : *Istorija filozofije* (Histoire de la Philosophie) Vol 2, pages 45, 50, 82-83, 93, 299, 411. Kultura, Belgrade.
7. La Troisième Edition a été publiée en 1806, la Quatrième en 1807, la Cinquième en 1817, la Sixième en 1826, la Septième en 1872. Certaines éditions ont été réimprimées plusieurs fois en français et en allemand.
8. Malthus, T.R. (1928) *op. cit.* Vol. I, Livre II, page 305.
9. Nations unies (1973) : *Determinants and Consequences of Population Trends* Vol. I page 43, New York.
10. *Ibid.* page 33.
11. Chalmers, T. (1832) : *On Political Economy in Connection with the Moral State and Moral Prospects of Society* (De l'économie politique par rapport à l'état moral et aux perspectives morales de la Société) (Deuxième édition) Londres. Théologien écossais (1780-1847) et malthusien que Marx décrit comme l'un des malthusiens les plus fanatiques selon qui il n'existe aucun remède au mal social autre que l'éducation religieuse de la classe ouvrière ce qui veut vraiment dire, d'après lui, lavage du cerveau avec la théorie démographique de Malthus mais d'une façon chrétienne fantaisiste, le prêtre promettant le salut".
12. Spengler, J.J. (1976) : *Adam Smith on Population Growth and Economic Development* dans *Population and Development Review*, Vol. 2, No. 2, pages 167-180. Population Council, New York. Spengler déclare que Adam Smith était le principal mentor de Malthus.
13. Cette division est donnée dans l'étude citée des Nations unies (pages 42-43)
14. Smith K. (1951) : *The Malthusian Controversy* pages 324-325, 331. Routledge & Kegan Paul, Londres.
15. Nations unies *op. cit.* Page 45.
16. *Ibid.* Page 33.
17. Marx, K. (1957) : *Capital*. Vol. I page 656, George Allen and Unwin, Londres.
18. *Ibid.* Page 536
19. *Ibid.* Page 645.
20. Breznik, D. (1973) : *Razvitak marksističkog pristupa teoriji o politici populacije* (Le développement de l'approche marxiste à la théorie de politique démographique) dans *Stanovištvo* 1-2, pages 242-257, Belgrade.
21. Macura, M. et Sentić, M. (1974) : *Marksov prilog nauci o stanovništvu: Prolozi teoriji i politici stanovništva* (La contribution de Marx à la science démographique: contributions à la théorie et la politique de population) page 34. Institut d'Economie, Belgrade.
22. Marx, K. *op. cit.* Page 645
23. Macura, M. et Sentić, M. *op. cit.* Page 43.
24. Engels, F. (1929) : *Očerki kritiki političeskoj ekonomiji* (Ebauche d'une critique de l'économie politique) *Sočinenia* Vol. II, Partizdat CKVVP (b), page 15, Moscou.
25. *Ibid.*
26. Engels, F. (1946) : *Porijeklo porodice, privatnog vlasništva i države* (Origines de la famille de la propriété privée et de l'état) Page 67. Zagreb
27. Krašneć, S. (1975) : *Razvitak marksističkog pristupa teoriji i politici populacije* (Développement d'une approche marxiste à la théorie et la politique de population). SK SSRNJ.
28. Bebel, A. (1956) : *Žena i socijalizam* (La femme et le socialisme). Chapitre sur le mariage prolétaire exposé à la pauvreté et à l'exploitation capitaliste Pages 121-123. RAD, Belgrade.
29. Lénine, V.I. (1948) : *Jzabrana Dela* (Oeuvres choisies) Vol. I, Chapitre IV.
30. Lénine, V.I. (1960) : *Agrarno pitanje i kritičari Marksa* (La question agraire et les critiques de Marx). Chapitre sur la loi des rendements en diminution de la terre (*Oeuvres choisies* Livre 6). Kultura, Belgrade.
31. *Ibid.* Page 536.
32. Lénine, V.I. (1930) : *Sočinenja* (Oeuvres), Vol. XVI, pages 497-499
- de la version russe. Article sur la classe ouvrière et le néo-malthusianisme.
33. Parmi d'autres réformes sociales, le gouvernement soviétique a légalisé l'avortement en 1920. Ce dernier a été interdit de nouveau en 1936 puis légalisé en 1955.
34. Silberman, L. (1960) : *Hung-Liang-Chi: Chinese Malthus* dans *Population Studies*. Vol XIII No. 3 pages 257, 260-261. Londres.
35. Krašovac (1970) : *Stihijnost i kontrola kretanja stanovništva, problem savremene napredne populacione politike* (Spontanéité et contrôle des tendances démographiques, problème d'une politique démographique moderne et progressive) dans *Stanovištvo*, No. 1-2, pages 1-51.
36. Nations unies *op. cit.* Vol. 1 page 51.
37. Spengler, J.J. *op. cit.* page 167.
38. Malthus, T.R. (1928) *op. cit.* Vol. II, Livre 3, Page 137.
39. Stangeland, C.E. (1904) : *Pre-Malthusian Doctrines on Population*, dans *A Study in the History of Economic Theory*, Page 356, Columbia University Press, New York.
40. Pjanić, Z. (1955) : *Thomas Robert Malthus, Iz istorije gradjanske misli* (Thomas Robert Malthus dans L'Histoire de la Pensée bourgeoise). Page 93. Naučna knjiga, Belgrade.
41. *The Limits to Growth* (1972) A Report for the Club of Rome. Page 171.
42. Tomsić, V. (1975) : *The World Population Conference* dans *Review of International Affairs*. Page 5. Belgrade.
43. Dobson, W.M. (1974) : dans *The Population Debate: Dimensions and Perspectives* Vol. II. Pages 625-640 Et autres articles.
44. Nations unies (1974) : *World Population Plan of Action*, dans *Population Debate: Dimensions and Perspectives*, Vol. I, Page 155.

Publications Régionales

Ce numéro du *Bulletin* comprend une liste des publications régionales ainsi qu'un *index* des sujets traités dans la version anglaise du *Bulletin* 1972-76. Des anciens numéros du *Bulletin* peuvent être obtenus gratuitement auprès du Bureau Régional, sur paiement des frais d'envoi.

Livre

A History of the Malthusian League, 1877-1927

de Rosanna Ledbetter (Ohio State University Press, 1976; \$12.50)

Une réception chaleureuse attendait *l'Essai sur le Principe de Population* du Révérend T.R. Malthus dans la Grande-Bretagne de 1798. Selon l'économie classique, le fonds salarial (l'argent disponible pour payer les salaires) était prédéterminé et les ouvriers ne pouvaient que se faire du tort en recherchant des salaires plus élevés. Malthus impliqua qu'en augmentant le nombre des ouvriers, on ne pouvait que faire baisser les salaires; réciproquement il est nécessaire de diminuer le nombre des ouvriers pour augmenter les salaires. De plus, la population a tendance à dépasser les moyens de subsistance.

Malthus en conclut que la surpopulation était la cause principale de la pauvreté et de la famine et que les ouvriers, en ayant des familles nombreuses, en étaient les premiers responsables. Il propose comme solution de limiter la fécondité par des mariages tardifs et l'abstinence sexuelle. Les malthusiens acceptent à la fois sa doctrine économique et sa solution. Les néo-malthusiens ripostent que la répression sexuelle prescrite par Malthus est à la fois irréaliste et malsaine et préconisent à sa place la contraception. Toutefois les économistes ont pratiquement abandonné la nation de fonds salarial lorsque la Ligue malthusienne est finalement créée (1877).

Les années 1820 voient la publication de *Every Woman's Book; or, What is Love?* de Carlile, *To the Married of Both Sexes of the Working People* de Place, des brochures disséminant des informations sur la contraception. Le livre de Owen, *Moral Physiology* (1832) et le pamphlet de Knowlton, *The Fruits of Philosophy* (1834), donnent tous les deux des détails francs sur les méthodes de contraception connues.

En 1854 est publié anonymement un livre intitulé *Physical, Sexual and Natural Religion*; la seconde édition porte le titre de *The Elements of Social Science* (1857).

Il recommande de faire une approche scientifique au corps humain et à la sexualité, détaille les risques attachés à l'abstinence sexuelle, explique le néo-malthusianisme et décrit les techniques de contraception. La loi démographique de Malthus est une loi de la nature et les pauvres doivent se rendre compte "qu'ils sont eux-mêmes la cause de leur propre pauvreté, que les moyens d'améliorer leur sort se trouvent dans leurs propres mains". La

contraception et non pas le socialisme est leur sauveur.

Après sa mort en 1904, George Drysdale émerge comme auteur de l'oeuvre anonyme, lequel avait exprimé sa sympathie en 1857 envers l'idée d'une société en faveur du néo-malthusianisme. En 1861, Bradlaugh propose la formation de la Ligue malthusienne qui vit finalement le jour à la suite du célèbre procès Bradlaugh-Besant (1877).

Circulant déjà depuis plus de 40 ans, les *Fruits de la Philosophie* de Knowlton deviennent le sujet d'une prosécution réussie contre le libraire et l'éditeur. Bradlaugh et Besant décident alors de défier l'Acte sur les Publications obscènes de 1857 en imprimant à nouveau le pamphlet de Knowlton. Lors du procès, ils cherchent à démontrer que le livre conseille la seule solution logique au problème de la pauvreté. Le jury rend un verdict ambigu, interprété comme coupable mais l'appel contre ce verdict est autorisé à cause d'une considération d'ordre technique (1878).

Le procès multiplie maintes fois les ventes du pamphlet de Knowlton. Entre-temps, on décide de le remplacer par *The Law of Population* de Besant, livre totalement malthusien (y compris techniques contraceptives). Besant devient le premier secrétaire de la Ligue malthusienne (1877-1880). Le frère de George Drysdale, C.R. Drysdale, en est élu premier Président (1877-1907); sa femme en devient deuxième présidente (1907-21) et son fils le dernier (1921-61) bien que le groupe cesse pratiquement toute activité en 1927.

C.R. Drysdale (1848) se rend en Irlande immédiatement après la famine (1845-7) et Bradlaugh (1850-3) peu après. Cinquante ans plus tard Drysdale se rappelle clairement de la misère abjecte qu'il a observée et qui l'entraîne "à ne jamais perdre de vue les maux causés par la surpopulation, que tant de gens attribuent à de simples erreurs politiques ou gouvernementales". Son renvoi brusque des syndicats est tout aussi caractéristique, et rédigé la même année (1898): "ils n'ont pas d'effet permanent sur les salaires; . . . La seule grève vraiment utile est celle contre l'apparence d'une postérité trop répandue".

Les objectifs primaires de la Ligue malthusienne sont les suivants: abolir "toutes les pénalités concernant la discussion publique de la Question Démographique" disséminer "une connaissance de la loi sur la population et ses conséquences et de son influence sur la conduite et les morales de l'homme". Le second objectif devient, en 1913: pousser les autorités médicales à donner des instructions contraceptives

à tous les gens mariés "qui désirent limiter leurs familles ou qui ne sont pas aptes à devenir parents, d'une façon ou d'une autre".

En 1917, C.V. Drysdale appuie sur l'importance que la Ligue attache à répandre la doctrine économique de Malthus plutôt que les informations contraceptives et établit délibérément un contraste entre les bases et buts du socialisme et ceux du malthusianisme.

Pendant les deux premiers tiers de l'existence active de la Ligue, ses chefs redoutent d'être poursuivis pour répandre des informations pratiques. C'est pourquoi ils recommandent à la place les livres suivants: *The Law of Population* (1877) de Besant, *The Wife's Handbook* (1886) de Allbutt et *Malthusian Handbook* (1893) de Standing. En 1913 toutefois, la Ligue publie sa propre brochure pratique, à savoir *Hygienic Methods of Family Limitation*. Les personnes anxieuses de se la procurer doivent certifier avoir plus de 21 ans par écrit, être mariés ou en passe de se marier et ils doivent déclarer qu'à leur avis "la limitation artificielle de la famille se justifie tant par des raisons individuelles que nationales". Aucune difficulté de nature légale ne se produit.

Dans le cadre d'une tentative malheureuse pour capturer la tête du mouvement de planning familial qui bourgeoonne ailleurs dans les années 1920, la Ligue malthusienne est renommée brièvement la Ligue de la Nouvelle Génération (1922-5). Le journal de la Ligue, *The Malthusian* (1879-1921 et 1949-52) devient *The New Generation* (1922-49), édité par les Drysdale (1879-1923). Toutefois, la doctrine économique malthusienne (conservatrice et libérale) reste la fondation croulante de la Ligue jusqu'au bout: à la fois démodée et adverse au mouvement travailliste en développement, elle garantit l'opposition socialiste et syndicale. La Ligue insiste que les ouvriers limitent leur fécondité pour résoudre le problème de la pauvreté et les socialistes répliquent que la redistribution des richesses est nécessaire pour éliminer la pauvreté et donner aux ouvriers des motifs suffisants pour limiter leur fécondité.

La plupart des médecins, prêtres et politiciens acceptent probablement l'économie malthusienne tout en dénonçant ou couvrant d'un silence embarrassant la solution contraceptive de la Ligue. (Malthus était après tout un prêtre anglican). Dans les années 1920, Stopes insiste sur les bénéfices individuels de la contraception et sur le besoin d'améliorer la qualité de la race, répétant ainsi le souci croissant des

Drysdale – et de la Ligue – par rapport à un eugénisme négatif (restreindre la reproduction des personnes “mal adaptées”). Elle accuse toutefois la Ligue de gêner l’acceptation du planning familial par ses préjugés anti-chrétiens. C’est un fait bien caractéristique que les néo-malthusiens sont séculiers et utilitaristes: “Le bonheur le plus grand pour le nombre le plus grand” déclare CV Drysdale en 1901.

Le nombre d’adhérents à la Ligue malthusienne ne dépasse jamais 1250 à l’encontre de l’organisation semblable, la Nieuw-Malthusiaansche Bond, fondée aux Pays-Bas en 1881 et qui a plus de succès avec 6000 membres en 1917, soit 40 fois plus populaire que la Ligue malthusienne, en proportion à la population. La Bond publie bientôt son propre livre à succès *Méthodes pour éviter les familles nombreuses* (1884). Utilisant une approche toujours plus pratique que celle de la Ligue, la Bond appuie aussi sur l’économie de Malthus, se faisant ainsi l’adversaire des socialistes. Puis le Dr J. Rutgers, socialiste, en devient secrétaire (1899–1917) et sa femme présidente (1899–1912).

Les Rutgers croient fermement que la Bond “doit s’efforcer avant tout de répandre des connaissances qui sont utiles d’elles-mêmes . . . tous les points de vue relatifs à des positions économiques ou autres ont peu d’importance par rapport à la question de l’individu”: ce sont là les mots de C.R. Drysdale (1899). Bien que dirigée contre la doctrine malthusienne, la critique des Rutgers n’a évidemment aucun effet sur C.V. Drysdale, qui attribue fréquemment le succès de la Nieuw-Malthusiaansche Bond au mouvement néo-malthusien plutôt qu’au mouvement de planning familial. Il est toujours convaincu en 1909 que les “effets d’amélioration du néo-malthusianisme vont largement échouer si ce dernier est pris dans son aspect individuel uniquement”.

La Ligue malthusienne est la première organisation mondiale à présenter la contraception comme solution de la surpopulation et de la pauvreté. Elle reste la seule organisation britannique en faveur de la contraception jusqu’aux années 1920. En 1921, Stopes fonde la Société pour le Contrôle des naissances constructif et le Progrès des Races. En 1923, la Société pour la Provision de Cliniques de contrôle des naissances est fondée, puis est absorbée par le Conseil National pour le Contrôle des naissances (fondé en 1930) en 1937, lequel devient l’Association de Planning Familial en 1939.

Lors de la dernière Assemblée Générale

en 1927, C.V. Drysdale déclare que la Ligue malthusienne a fini son travail. Il note que le taux de natalité (18 pour 1000) a diminué de moitié depuis 1877 (36 pour 1000), tendance pour laquelle la Ligue s’attribue une forte proportion de succès. Drysdale conclut triomphalement que “la doctrine néo-malthusienne et la pratique du contrôle des naissances sont acceptées dans une telle mesure par le monde civilisé que leur adoption totale est absolument assurée”.

Ledbetter conclut son *Histoire de la Ligue malthusienne* très bien écrite, de la manière suivante: “Le premier objectif de la Ligue est atteint puisque la limitation volontaire de la famille est acceptée par presque tous les segments de la société britannique. Le mérite de ce changement d’attitude revient en partie tout au moins à la Ligue.” C’est là un verdict fortement contestable si l’on considère que le premier objectif de la Ligue était d’abolir “toutes les pénalités relatives à la discussion publique de la Question démographique”.

On ne peut non plus considérer le taux de natalité en baisse comme évidence d’une “connaissance accrue de la loi sur la population”, le second objectif original de la Ligue, encore moins de la révision apportée en 1913 pour inciter le gouvernement à donner des instructions contraceptives. C’est en 1930 seulement que le ministère de la Santé a autorisé les centres de protection maternelle et infantile à donner des conseils contraceptifs – sur indications médicales uniquement (Le Service national de la Santé accepta l’entière responsabilité des services contraceptifs en 1974).

La publicité des informations contraceptives peut très bien avoir été faite par le procès Bradlaugh-Besant (1877) et les poursuites suivantes. La fécondité en baisse est apparue surtout à cause d’un mélange incertain de contraception sans dispositif et d’avortement illégal, pratiqué dans le cadre de contraintes matérielles (bien que loin des contrôles malthusiens de maladie, famine ou guerre récemment perçues par les individus). Se déclarer en faveur de la contraception était un sûr moyen d’aliéner la profession médicale et religieuse établie, sans l’appui de laquelle les politiciens n’osaient bouger.

Se faire l’avocat de l’économie malthusienne aliénait nécessairement le travail organisé et par suite la majorité des ouvriers intelligents qui percevaient facilement les bénéfices d’avoir des familles moins nombreuses, en dépit de la Ligue malthusienne pratiquement. En fait, le livre très intéressant et à lire de Ledbetter a vu son origine dans une

dissertation philosophique (1972), sous le titre bien plus attrayant: *The Organisation that Delayed Birth Control*. (L’organisation qui retarda le contrôle des naissances). Il serait intéressant de savoir si l’attitude de l’auteur s’est adoucie après réflexion et pourquoi, si c’est le cas (Spéculer à ce sujet est l’apanache du lecteur!).

En cette année centenaire (1877–1977) de la Fondation de la Ligue malthusienne, peu vont en pleurer la disparition. Toutefois, l’histoire de la confusion idéologique – et la distinction – entre “la Question de Population” et la régulation de fécondité en pratique entre malthusianisme et planning familial, est une veine nettement riche, susceptible d’explorations plus poussées en Europe. (Ledbetter fait mention de développements apparus au début du siècle en Belgique, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suède et Suisse).

Les avoirs restants de la Ligue malthusienne sont distribués en 1961, les bénéficiaires principaux en étant l’Association britannique de Planning familial (£850) et l’IPPF (£350). Toutefois, l’héritage principal du néo-malthusianisme organisé est plus idéologique que financier. Dix années plus tard (1971) le Conseil d’Administration de l’IPPF se donne le deuxième but suivant, qui rappelle curieusement le second objectif original de la Ligue malthusienne d’il y a 100 ans, à savoir: “faire mieux comprendre aux gens et aux gouvernements les problèmes démographiques de leurs propres communautés et du monde”.

Les discussions continuent entre les disciples d’une distribution équitable des ressources, comme condition nécessaire d’une faible fécondité, et d’une faible fécondité, comme condition nécessaire du développement économique. D’un autre côté se trouvent les personnes favorisant le planning familial comme droit de l’homme individuel, sans tenir compte de ces arguments économiques. *History of the Malthusian League*, de Ledbetter, est une lecture essentielle pour toute personne cherchant à comprendre cette controverse.

Le représentant de ventes de Ohio State University Press en Europe continentale est: Feffer & Simons (Pays-Bas) NV, Rijnkade 170, Box 112, Weesp, Pays-Bas.

Philip Kestelman

Le Planning Familial et l'Éducation Sexuelle dans les Pays Socialistes

Des médecins, des éducateurs et des conseillers venus de Tchécoslovaquie, de la République Démocratique Allemande, de Hongrie, Roumanie et l'URSS ont participé à une réunion organisée par l'Association polonaise de Planning familial (TPR), qui eut lieu du 12 au 14 décembre à Varsovie. La réunion a été rassemblée par le Vice-Président du TPR, Mikołaj Kozakiewicz, qui ouvrit la session par une étude générale de la démographie, la protection familiale et la politique sociale. Trois autres exposés de fond ont été présentés par des membres de la TPR sur les sujets suivants: services de planning familial — moyens et politiques, éducation sexuelle — organisation et contenu et services-conseils pré-conjugaux et autres. Chaque exposé a été suivi de discussions et de comptes-rendu de la situation dans des domaines différents, pays par pays.

Les discussions ont montré que l'on approchait ces sujets de façon considérablement différentes mais il y avait aussi des similarités dans certains domaines. Par exemple, on a trouvé que la théorie et la pratique des conseils préconjugaux et familiaux convergeaient à l'égard de sujets importants en République démocratique Allemande, en Tchécoslovaquie et en Pologne. D'un autre côté l'éducation sexuelle est déjà enseignée dans les écoles de Pologne et de République Démocratique Allemande seulement bien que l'on envisage de l'introduire sur une base détaillée en Tchécoslovaquie et en Hongrie.

L'objet du groupe de travail était d'offrir aux pays socialistes l'occasion d'échanger des informations et de l'expérience en matière de ces sujets, et d'établir la base d'une collaboration future. La manière dont on peut utiliser les expériences est quelque peu limitée, déclara le Président, et les discussions ont d'ailleurs montré nettement la diversité des cultures et des sous-cultures dans les pays représentés, et le besoin suivant, à savoir que chaque société approche les domaines de la manière convenant aux conditions locales. On espère qu'une autre réunion semblable des pays socialistes aura lieu dans l'avenir. Le rapport de la réunion sera publié en polonais et en anglais par la TPR.

Aspects éthiques de l'Avortement

A partir du 10 décembre 1973, Journée des Droits de l'Homme, un Groupe de Travail régional s'est réuni à Bruxelles pour discuter de l'Avortement; son rapport a été publié sous le titre *Induced Abortion and Family Health: A European View* (1974). En décembre 1974, un Groupe de Travail régional s'est réuni à Rotterdam pour discuter des Conseils en matière d'avortement: son rapport a été publié sous le titre *Abortion Counselling: A European View* (1976). En juin 1975, le Conseil Régional accepta une déclaration régionale sur l'Avortement (publiée dans le *Bulletin d'Information Régional* de Juillet 1975).

Le rapport sur l'Avortement provoqué et la Santé familiale: *Un Point de vue européen* a déjà touché aux questions éthiques tandis que celui sur les *Conseils en matière d'Avortement: Un Point de vue européen* donnait la tâche de discuter plus profondément les aspects éthiques de l'avortement aux philosophes et autres, dans sa conclusion. En juin 1975, le Comité Médical Régional a recommandé la réunion d'un Groupe de Travail régional en matière d'aspects éthiques de l'avortement, pour considérer les dilemmes éthiques du personnel sanitaire et des femmes cherchant à subir un avortement, et pour aider les gens à se décider sur le bien et le mal de l'avortement. Le but de la réunion était d'éclaircir les questions et les sentiments impliqués dans ce sujet plutôt que de résoudre le problème éthique de l'avortement.

C'est pourquoi le Comité Exécutif Régional nomma le Dr Jan Karbaat (Président du Comité Régional Médical) pour réunir un Groupe de Travail Régional sur les Aspects éthiques de l'Avortement dont les activités paraîtraient sous le titre "*Aspects éthiques de l'Avortement: Quelques points de vue européens*". Le Groupe de Travail Régional sur les Aspects éthiques de l'Avortement se réunit au Bureau Régional de Londres, du 8 au 10, décembre 1976. Y assistaient des participants venus de Belgique, Grande-Bretagne, République Fédérale d'Allemagne, Finlande, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Portugal et Suède ainsi qu'un observateur du Bureau Régional pour l'Europe de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Les participants comptaient des philosophes, théologiens, physiciens et autres, qui découvrirent très rapidement l'insuffisance de trois jours pour explorer à fond tous les aspects éthiques de l'avortement et encore plus les problèmes moraux inextricables soulevés par toutes les méthodes de régulation de la fécondité, par rapport aux droits de

l'homme et aux exigences des politiques démographiques. Les opinions étaient divisées par exemple sur la question de savoir si l'on pouvait établir une distinction morale entre contraception et avortement.

On reconnut néanmoins de façon notable que la femme enceinte doit pouvoir décider de continuer ou de terminer sa grossesse bien que ses propres intérêts ne soient pas seuls en question. La société détermine en dernier lieu si le fœtus humain doit être traité comme une personne, sans tenir compte des désirs des parents biologiques et différentes sociétés prennent des décisions différentes. En fait, l'interprétation différentielle de la législation relative à l'avortement au sein des pays d'Europe (notamment en Grande-Bretagne, en France et en République Fédérale d'Allemagne) et le lourd fardeau des étrangères en quête d'avortement (quittant actuellement la Grande-Bretagne en faveur de la Hollande) restent caractéristiques de l'Europe occidentale.

Le Groupe de Travail Régional sur les Aspects éthiques de l'Avortement en concluent que les arguments éthiques ne peuvent s'adresser utilement à la situation immédiate des conseillers sur l'avortement et de leurs clientes, malgré l'idéal conseil, à savoir de permettre aux clientes de parvenir à une décision après être en position de tous les faits. D'un autre côté, les considérations morales jouant sur les décisions personnelles en matière de taille de famille (y compris la gamme des moyens disponibles) devraient être intégrées dans l'éducation publique, y compris l'éducation médicale et les grands moyens d'information, en n'oubliant pas toutefois les rôles dominants des législateurs masculins, les moralistes et les médecins.

Le Groupe de Travail Régional sur les Aspects éthiques n'a résolu aucune controverse malgré une tentation parfois bien forte! La réunion a peut-être réussi à ouvrir en partie la voie à des considérations plus larges au sujet de traits jusqu'alors inexplorés des aspects éthiques de l'avortement et à élargir les discussions relatives à l'arène relativement négligée des aspects éthiques de la régulation de fécondité et de la politique démographique, de façon plus générale.

La diversité des points de vue est reconnue dans le titre du rapport (*Ethical Aspects of Abortion: Some European Views*), lequel sera terminé par le Groupe de Travail et présenté au Conseil Régional lors de sa prochaine réunion annuelle, en juin 1977.

ISSN—0303—2703

Fédération Internationale pour le Planning Familial
Région de l'Europe
64 Sloane Street
London SW1X 9SJ.